Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

De Pétain à Macron, de la Résistance aux Gilets jaunes: 1944-1945, la fausse purge française des «Collaborateurs»

Un commentaire sur un nouveau livre de l'historienne Annie Lacroix-Riz, La Non-épuration en France de 1943 aux années 1950 (Armand Colin, Paris, 2019)

Par Dr. Jacques R. Pauwels
Mondialisation.ca, 14 juillet 2021
28 février 2020

Région : L'Europe
Thème: Histoire et Géopolitique, Histoire, société et culture
Analyses: Gilets jaunes

Cet article a été publié initialement le 23 février 2020.

Dans son livre le plus récent, « La Non-épuration en France de 1943 aux années 1950 », l'historienne Annie Lacroix-Riz affronte la vision falsifiée de la Libération du pays en 1944-1945 – et ses conséquences – telle qu'elle a récemment évolué vers une historiographie « académique » de plus en plus dominée par l'aile droite du spectre politique. Cette vision devenue dominante dans l'appareil universitaire est très critique à l'égard de la Résistance et, à l'inverse, plutôt indulgente à l'égard de la collaboration. On y prétend, par exemple, que la Résistance était généralement inefficace, de sorte que la France a dû sa libération presque exclusivement aux efforts des Américains et des autres Alliés occidentaux – ces derniers appuyés par les forces des « Français libres » de de Gaulle – qui débarquèrent en Normandie en Juin 1944. De plus, il y est prétendu que la Résistance aurait saisi l'opportunité offerte par la libération de commettre toutes sortes d'atrocités, y compris des meurtres et la « tonte » publique de jeunes femmes innocentes qui coupables de « collaboration horizontale », c'est-à-dire , ayant eu des relations amoureuses avec des soldats allemands. Cette « épuration sauvage » des collaborateurs y est présentée comme un nouvelle période de « terreur », orchestrée par les communistes, vrais ou faux membres de la Résistance, pour tenter d'atteindre d'atroces objectifs révolutionnaires.

À l'exception des cas les plus flagrants, les collaborateurs sont désormais présentés par « l'historiographie dominante » comme des citoyens pour la plupart décents, respectables, bien intentionnés et « honnêtes » (des *gens très bien*, expression empruntée au titre ironique d'un roman d'Alexandre Jardin), victimes de coercition par les Allemands, des « subordonnés » impuissants et donc innocents (subalternes), coincés entre la Charybde nazie et la Scylla de la Résistance, et souvent eux-mêmes secrètement impliqués dans des actes de résistance tellement cryptiques qu'il n'en reste aucune trace ou document. Dans cette présentation « apaisée », certains collaborateurs sont décrits certes comme des fanatiques, bien sûr, qui ont commis des crimes, mais dont la plupart n'auraient étés que des « petits bras », chargés des basses œuvres, sans vraiment comprendre la nature et les motifs des atrocités qu'ils avaient pour mission d'exécuter, tels les membres de la tristement célèbre organisation paramilitaire du régime de Vichy, la Milice.

En 1944-1945, le gouvernement provisoire français, dirigé par le général de Gaulle, réussit finalement à rétablir « l'ordre public ». C'est, officiellement, ainsi qu'est né en France, après des années de troubles économiques et politiques, de défaite militaire, d'occupation allemande et la période encore troublée de la Libération, un État respectueux des lois, un *État de droit* gaulliste. Malgré cela, une purge inévitable de collaborateurs réels et imaginaires aurait provoqué de nombreuses victimes innocentes, en particulier dans les rangs supérieurs de la bureaucratie d'État, la *crème de la crème* des affaires et de l'élite nationale en général.

A. Lacroix-Riz démolit cette interprétation révisionniste dans son nouvel ouvrage, qui est soigneusement élaboré et documenté et fourmille de noms de personnalités obscures ou notoires, ce qui en fait une lecture quelque peu difficile pour ceux qui ne connaissent pas l'histoire de la France de la Deuxième Guerre mondiale. Dans ses livres précédents, comme *Le choix de la défaite* et *De Munich à Vichy*, elle expliquait pour la première fois comment, au printemps 1940, l'élite politique, militaire et économique de la France avait livré le pays aux nazis afin de pouvoir installer un régime fasciste ; un tel système de gouvernement autoritaire devait être plus sensible à ses besoins et désirs que le système d'avant-guerre de la « Troisième République », jugé trop indulgent envers la classe ouvrière, en particulier sous le gouvernement du « Front populaire » de 1936-1937. Et elle a poursuivi avec d'autres livres résultant d'une recherche méticuleuse (*Industriels et banquiers français sous l'Occupation* et *Les élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*) qui montrent comment cette élite qui prospérât sous les auspices du régime de Vichy sous Pétain, a collaboré avec ardeur avec les Allemands et combattu bec et ongles une Résistance qui était principalement animée par la classe ouvrière, dominée par

les communistes, et résolue à introduire des changements radicaux, voire révolutionnaires après la guerre. Aujourd'hui, elle démontre que la Libération ne s'est pas accompagnée d'une purge complète des collaborateurs mais, au contraire , que les « gens très bien » de l'élite de l'État et des affaires de France ont réussi à éviter l'expiation de leurs péchés collaborationnistes, et qu'une grande partie du système de Vichy qui leur avait si bien servi de 1940 à 1944 est restée en place – et dans une large mesure, perdure jusqu'à présent.

Commençons par la soi-disant « purge sauvage », la prétendue agression de personnes innocentes par des partisans communistes, ou des communistes se faisant passer pour des partisans, supposément dans le but d'éliminer des opposants et des rivaux dans la perspective d'un coup d'État révolutionnaire. A. Lacroix-Rix démontre que des assassinats et des exécutions sommaires ont bien eu lieu, mais pour l'essentiel dans le cadre des violents combats qui avaient déjà éclaté avant le débarquement de Normandie et la libération de Paris. Contrairement à ce qu'affirme la théorie de son inefficacité militaire, la Résistance a fort perturbé les préparatifs de l'ennemi pour sa défense contre les débarquements alliés qui allaient advenir en Normandie, et provoquât de lourdes pertes, comme les autorités allemandes l'ont d'ailleurs elles-mêmes admis. Et la plupart des atrocités perpétrées dans le cadre de cette forme de guerre n'étaient pas l'œuvre des partisans mais des nazis et de leurs collaborateurs, en particulier la Milice. Par exemple, les exécutions d'otages et les actes de représailles tel le fameux massacre d'Oradour-sur-Glane. Les résistants, en revanche, ne visaient évidemment pas de victimes innocentes mais s'en prenaient aux soldats allemands et à leurs collaborateurs particulièrement odieux, souvent des hommes dont le châtiment (y compris l'exécution) avait été à plusieurs reprises réclamé dans les émissions radio de la France Libre organisée par de Gaulle à Londres. Quant aux femmes dont la tête fut rasée, beaucoup, sinon la plupart d'entre elles, étaient notoirement coupables de méfaits autrement plus odieux que la simple « collaboration horizontale », par exemple la trahison ou dénonciation de résistants.

Il n'y a pas eu d'*épuration sauvage* avant ou pendant la Libération, et la purge qui aurait du logiquement faire suite à la Libération s'est elle-même avérée une mascarade. L'élite de l'État français, ainsi que le secteur privé, avaient largement profité de la collaboration et avaient de bonnes raisons de craindre un avènement au pouvoir de ses ennemis de la Résistance. Mais au lendemain de la Libération, les radicaux de la Résistance furent écartés du pouvoir ; l'élite n'eut donc à endurer que peu ou pas de pénitence en expiation de ses péchés collaborationnistes ; son précieux ordre socio-économique capitaliste allait être préservé (malgré certaines réformes) ; et l'élite elle-même allait conserver la plupart de ses pouvoirs et privilèges. Pour cette miraculeuse bienveillance, ils leur fallut remercier les libérateurs américains de l'ancienne *Grande Nation*, ainsi que Charles de Gaulle, le général qui aspirait à rendre la France encore plus grande.

De Gaulle était un authentique patriote, mais aussi un conservateur très attaché à l'ordre social et économique de la France « éternelle ». Quant aux Américains, destinés à succéder aux Allemands comme maîtres de l'Europe, ou du moins de la moitié ouest du continent, ils étaient déterminés à faire triompher la « libre entreprise » dans toute l'Europe et à faire ainsi entrer le continent dans le giron politique et économique de l'oncle Sam. Cela impliquait d'interdire tous changements politiques et socio-économiques autres que cosmétiques – quels que soient les souhaits et aspirations de ceux qui avaient résisté aux nazis et aux autres fascistes, et au peuple en général. Cela signifiait également pardon, protection et soutien aux collaborateurs assumant des positions anticommunistes, ce qui était exactement ce qu'avaient été les membres de l'élite en France. En fait, les autorités

américaines n'avaient rien contre le régime de Vichy et espéraient initialement le voir subsister après que les Allemands auraient été chassés de France, soit sous Pétain, soit sous une autre personnalité de Vichy, comme Weygand ou Darlan, si nécessaire après en avoir redessiné le territoire, purgé les seuls éléments pro-nazis enragés et ripoliné le tout d'un mince vernis démocratique. Après tout, le système de Vichy avait essentiellement fonctionné comme la superstructure politique du système socio-économique capitaliste français, un système que Washington prétendait sauver des griffes de ses adversaires de gauche de la Résistance. À l'inverse, après les revers allemands sur le front de l'Est, et en particulier après la bataille de Stalingrad, d'innombrables collaborateurs de Vichy qui avaient « compris le message », attendaient leur salut d'un « avenir américain » pour la France ou, comme A. Lacroix-Riz aime à le dire, en échangeant leur « tuteur » allemand par un « tuteur » américain. Après leur libération par les Américains, ils pouvaient s'attendre à ce que leurs péchés collaborationnistes et même leurs crimes soient pardonnés et oubliés, tandis que les aspirations révolutionnaires ou même simplement progressistes de la Résistance seraient vouées à rester un rêve chimérique.

Les dirigeants de Washington n'avaient pas besoin de de Gaulle ; comme les Vichystes, ils le considéraient comme un fantoche des communistes, quelqu'un qui, s'il accédait au pouvoir, ouvrirait la voie à une prise de contrôle « bolchevique », tel Kerensky précédant Lénine lors de la Révolution russe de 1917. Mais peu à peu, ils durent se rendre à l'évidence, comme Churchill l'avait déjà fait avant eux, qu'il serait impossible d'imposer au peuple français une personnalité associée à Vichy, et qu'un gouvernement dirigé par de Gaulle se trouvait être la seule alternative possible à celui qu'aurait mis en place la Résistance dominée par les communistes et des réformateurs radicaux. Ils avaient besoin du général pour neutraliser les communistes à la fin des hostilités. De Gaulle lui-même réussit à apaiser Washington en promettant de respecter le statu quo socio-économique ; et pour garantir son engagement, d'innombrables collaborateurs de Vichy qui jouissaient des faveurs des Américains furent intégrés à la hâte dans son mouvement de la France libre et même dotés de postes de responsabilité. De Gaulle s'est ainsi transformé en « un chef de droite », acceptable par l'élite française comme par les Américains, prêt à succéder aux Allemands comme « protecteur » des intérêts de cette oligarchie bourgeoise. C'est dans ce contexte que de Gaulle fut propulsé à Paris lors de la libération de la ville fin août 1944. L'idée était d'empêcher la Résistance dominée par les communistes de tenter d'établir un gouvernement provisoire dans la capitale. Les Américains s'arrangèrent pour que de Gaulle puisse arpenter les Champs-Elysées et apparaître comme le sauveur que la France patriotique attendait depuis quatre longues années. Et le 23 octobre 1944, Washington devait finalement l'officialiser en le reconnaissant comme chef du gouvernement provisoire de la France libérée.

Sous les auspices de de Gaulle, la France allait remplacer le système de Vichy par une nouvelle superstructure institutionnelle plus démocratique, la « Quatrième République ». (Ce système devait être remplacé par un système présidentiel plus autoritaire à l'américaine, la « Cinquième République », en 1958.) La classe ouvrière, qui avait tant souffert sous le régime de Vichy, eut accès à un ensemble d'avantages, y compris des salaires plus élevés, des congés payés, une assurance maladie et chômage, des régimes de retraite généreux et d'autres services sociaux ; en bref, une ébauche d' « État providence ». Toutes ces mesures ont évidemment bénéficié du large soutien des classes laborieuses et des salariés, mais ont été beaucoup plus mal ressenties par les patriciens de l'élite, et surtout par le patronat. Cependant l'élite bourgeoise appréciait l'effet d'apaisement de la classe ouvrière, par des mesures qui permettaient de réduire les voiles révolutionnaires des

communistes, même si celles-ci se trouvaient à l'apogée de leur prestige en raison de leur rôle de leader au sein de la Résistance et de leur solidarité avec l'URSS, alors encore largement reconnue en France comme le vainqueur de l'Allemagne nazie.

Les femmes et les hommes de la Résistance furent officiellement élevés au rang de héros, avec des monuments érigés et des rues nommées en leur honneur. Inversement, les collaborateurs furent officiellement « purgés » et leurs représentants les plus infâmes furent châtiés ; certains d'entre eux – par exemple le sinistre Pierre Laval – furent même été condamnés à mort, et d'importants collaborateurs économiques, comme le constructeur automobile Renault, furent nationalisés. Mais avec son gouvernement provisoire infiltré de Vichyistes recyclés et l'Oncle Sam regardant par-dessus son épaule, de Gaulle dut s'assurer que seuls les gros bonnets les moins discrets du régime de Vichy seraient punis ou purgés. Beaucoup, sinon la plupart, des banques et des sociétés collaborationnistes devaient leur salut à une connexion américaine, par exemple la filiale française de Ford. Les condamnations à mort furent pour la plupart commuées, et les responsables de l'occupation nazie (tels Klaus Barbie) et les collaborateurs qui avaient commis des crimes majeurs furent incités à quitter le pays pour une « nouvelle vie » en Amérique du Sud ou même… du Nord, par les nouveaux suzerains américains de la France, qui savaient apprécier le zèle anticommuniste. D'innombrables collaborateurs furent sortis du lot des parias parce qu'ils surent opportunément produire de faux « certificats de résistance » ou développèrent soudainement des maladies qui retardèrent leurs procès, finalement abandonnés. Les responsables locaux coupables de travailler avec et pour les Allemands purent échapper au châtiment en étant exfiltrés dans des villes où leur passé collaborationniste était inconnu, par exemple de Bordeaux à Dijon. Et la plupart de ceux qui furent reconnus coupables ne subirent que des peines très légères, parfois une simple tape sur la main. Tout cela était possible parce que le gouvernement de Gaulle, et son ministère de la Justice en particulier, regorgeait d'anciens vichyistes non repentis ; sans surprise, ils étaient ce que Lacroix-Riz appelle *« un club d'anti-épurateurs passionnés ».*

Alors que l'élite française eut à subir à nouveau, comme avant 1940, les inconvénients d'un système parlementaire démocratique, dans lequel les classes laborieuses étaient représentées, elle parvint à conserver le contrôle des leviers de pouvoir de l'État français de l'après-guerre, comme l'armée, le pouvoir judiciaire, la haute fonction publique et la police, centres soustraits à toute incursion de la « plèbe ». Les généraux de Vichy, par exemple, surtout connus pour avoir été des ennemis de la Résistance et qui s'étaient opportunément convertis au gaullisme, conservèrent le contrôle des forces armées, et d'innombrables fonctionnaires qui avaient été des serviteurs assidus de Pétain ou des autorités d'occupation allemandes restèrent en fonction et purent poursuivre des carrières prestigieuses, bénéficiant d'éminentes promotions et distinctions.

Annie Lacroix-Riz conclut que le soi-disant *« État respectueux des lois »* de de Gaulle *« a saboté la purge des hauts fonctionnaires [collaborationnistes]… permettant ainsi la survie d'une hégémonie de Vichy sur le système judiciaire français »* – et, pourrait-on ajouter, la survie d'un système de type Vichyste en général.

En 1944-1945, l'élite française n'a donc pas expié ses péchés collaborationnistes, et elle même a eu la chance de voir la menace révolutionnaire qu'incarnait la Résistance, exorcisée par la mise en place d'un système de sécurité sociale. Le conflit de classe amer, en temps de guerre, entre les exploiteurs et les classes laborieuses reflété dans la dichotomie collaboration-résistance, n'a donc pas vraiment pris fin, mais a simplement laissé place à une trêve. Et cette trêve fut essentiellement « gaulliste », puisqu'elle fut

conclue sous les auspices d'une personnalité suffisamment conservatrice pour satisfaire l'élite française et ses nouveaux « tuteurs » américains, mais dont le patriotisme sourcilleux avait suscité le respect de la Résistance et de la Nation.

Depuis lors, avec l'effondrement de l'Union Soviétique et la disparition de la menace communiste, pour l'élite française disparut la coûteuse nécessité de maintenir le système de services sociaux qu'elle n'avait adopté qu'à contrecœur (à la libération, puis au terme de la grève générale de 1968). La tâche de démanteler « l'État-providence » français, entreprise sous les auspices de présidents de plus en plus pro-américains depuis Giscard et jusqu'à Sarkozy, Hollande et maintenant Macron, allait être grandement facilitée par l'adoption *de facto* par l'Union européenne du néolibéralisme, une idéologie prônant le retour à liberté d'exploiter « sans entrave » du capitalisme à l'américaine. Ainsi a été relancée la lutte de classe qui avait opposé la collaboration à la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale. C'est dans ce contexte que l'historiographie française fut progressivement soumise au courant réactionnaire, révisionniste critique de la Résistance (comme de la Révolution française) et symétriquement indulgent vis-à-vis de la collaboration, voire du fascisme lui-même. Le livre d'Annie Lacroix-Riz fournit un antidote indispensable à cette falsification de l'histoire. Espérons que d'autres historiens suivront son exemple et étudieront dans quelle mesure les fascistes et les collaborateurs ont été réhabilités, et la résistance antifasciste dénigrée par l'historiographie révisionniste – et par les politiciens de droite – dans d'autres pays européens, par exemple l'Italie et la Belgique.

Une dernière remarque s'impose. Macron cherche à détruire un État-providence qui a été introduit à la suite de la Libération pour éviter les changements révolutionnaires prônés par la Résistance dirigée par les communistes. Il joue avec le feu. En effet, en tentant de liquider des services sociaux qui limitent, mais n'empêchent pas, l'accumulation de capital et ne sont donc essentiellement qu'une nuisance « secondaire » à l'ordre socio-économique établi, il supprime un obstacle majeur à la révolution, une véritable menace existentielle pour cet ordre. Son offensive a déclenché une résistance massive, celle des « Gilets jaunes ». Cet équipage hétéroclite n'est certes pas dirigé par une avant-garde communiste comme la Résistance en temps de guerre, mais semble certainement avoir un potentiel révolutionnaire. Le conflit entre un président qui représente l'élite française et ses tuteurs américains et est à bien des égards l'héritier de Pétain, et, d'autre part, les Gilets jaunes représentants des masses laborieuses mécontentes et agitées, qui aspirent au changement, héritières des partisans du temps de la guerre, pourrait encore faire vivre à la France quelque chose qui lui a échappé au moment de la Libération : une révolution – et une véritable *épuration*, plutôt qu'une fausse.

Jacques R. Pauwels

Article original en anglais :

From Pétain to Macron, from the Resistance to the Yellow Vests…: 1944-1945, France's Fake Purge of "The Collaborators", le 10 février 2020.

Version française par La librairie Tropiques

Jacques R. Pauwels *est historien. Il est l'auteur, entre autres, des indispensables 'Mythe de la bonne guerre' et 'Big Business avec Hitler'.*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Dr. Jacques R. Pauwels, Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : Dr. Jacques R. Pauwels

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca